

Ville utopique, ville humaine

Andrée Paradis and Bernard Lévy

Number 69, Winter 1972–1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/57854ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La Société La Vie des Arts

ISSN

0042-5435 (print)

1923-3183 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Paradis, A. & Lévy, B. (1972). Ville utopique, ville humaine. *Vie des arts*, (69), 21–25.

Ville utopique ville humaine

M.L. — Une remarque optimiste pour commencer. Il y a de nombreux exemples d'idées qui ont fait leur chemin à partir de simples conversations. Alors, pourquoi ne pas rêver . . .

M.R. — Il faut s'entendre sur le terme utopie. Les utopies du 19^e siècle n'étaient pas des utopies puisqu'elles se sont réalisées pour le meilleur et pour le pire: la plupart des villes actuelles procèdent du même esprit, elles sont un peu moins inhumaines, voilà tout. Pensez à Cabet. Pensez aux villes à la géométrie rigoureuse, à leur sens de la comptabilité, à leur style de vie tyrannique. Pensez aux grands ensembles de la civilisation marchande et industrielle avec leurs espaces verts qui ne se servent à rien. Est-ce la ville ou l'homme qui est inhumain?

Y.G. — Humain, inhumain, c'est ce qu'il nous faudrait préciser. Utopique: que doit-on considérer? L'architecture? L'aménagement?

Conscience urbaine

B.L. — C'est justement au cours de ce débat qu'il faudra analyser ces notions. Depuis quelques années une conscience urbaine se fait jour: qu'en pensez-vous?

M.L. — On assiste, en effet, à un regain du populisme en Amérique du Nord. Il suffit de voir le renouveau du parti démocrate aux États-Unis; de constater l'arrêt de la construction de l'autoroute Spadina à Toronto, pour apprécier la

valeur de la prise de conscience des citoyens. Désormais, des comités de résidents ont droit de veto sur les programmes de rénovation de quartiers. Ces mêmes comités peuvent même concevoir de tels programmes et en suivre la réalisation étape par étape.

M.B. — Cette prise de conscience, qui s'effectue à travers l'urbanisme proprement dit, provient en fait des difficultés soulevées par l'aménagement régional. On a vécu au Québec une époque où les citoyens croyaient aux technocrates. L'échec notoire que leurs entreprises ont connu est à l'origine d'une prise de conscience peut-être pas encore très lucide mais réelle de la population.

M.R. — Il s'agit d'une attitude anti-dix-neuvième siècle. La prédominance du transport sur l'habitat est devenue tyrannique au 20^e siècle. Les villes ne sont plus des villes mais des autoroutes. Plus question d'urbanité dans ces conditions. Ainsi, les comités de résidents constituent un phénomène capital. La ville devrait naître de décisions de ses habitants. L'idée est encore nouvelle, et je ne suis pas sûr qu'elle soit déjà populaire.

Y.G. — Je ne crois pas qu'on puisse parler à propos des comités de citoyens de véritables réalisations. Les spéculateurs réussissent encore souvent à tourner la loi. Les quelques succès de groupes de résidents sont peu satisfaisants. La protestation populaire n'est pas une garantie suffisante. Peut-être, faut-il penser en termes plus radicaux.

M.L. — La population peut-elle agir autrement qu'en protestant? Elle n'a pas conscience de réalités autres que celles qu'elle a sous les yeux. A la question: « Que voulez-vous? », elle répond de façon négative: « On ne veut pas de constructions, pas d'autoroutes . . . »

B.L. — La population n'a peut-être pas conscience de sa force actuelle et, par conséquent, ne s'exprime pas . . .

M.R. — Les deux phénomènes sont parallèles. Si les gens avaient conscience de leur force, on ne voit pas très bien ce qu'ils pourraient demander. On sait très bien en revanche ce qu'ils ne veulent pas vouloir.

M.B. — Pire. La population peut vouloir précisément ce qui paraît être son bien et qui est son mal. Cela revient à dire qu'une population entière peut vivre dans l'utopie la plus complète et songer, par exemple, à la vie rurale, au paradis, à un certain âge de la préhistoire . . .

Autour du micro de *Vie des Arts* quatre invités: MM. Marcel Bélanger, professeur au Département de Géographie de l'Université de Montréal, Michel Lincourt, conseiller aux Affaires Urbaines au Ministère d'État, Michel Ragon, critique d'art français, et Yves Gaucher, artiste du Québec. Sujet: *La Ville utopique*. Animateurs: Mme Andrée Paradis, et M. Bernard Lévy.

Par utopie, on n'entend pas le sens que le 19^e siècle a donné à ce terme. Pas question ici de construire une ville comme aurait pu le faire Fourier, Saint-Simon ou Enfantin.

Parler de ville utopique, c'est déjà une forme d'utopie. L'objectif d'un tel débat n'est pas de réaliser une quelconque cité. En parler constitue une utopie puisque tout ce que nous allons dire a peu de chance d'être canalisé officiellement, tout au moins vers un pouvoir en place.

On considère à titre d'hypothèse de travail que la ville a été originellement conçue pour l'homme; or, elle n'est plus humaine. Dans ces conditions, une ville utopique c'est une ville humaine. C'est de cette ville-là qu'il s'agit.



Vers la ville - état

B.L. — La conscience urbaine n'est pas globale mais partielle pour le moment.

M.L. — Double conscience: conscience des réalités que l'on peut édifier et conscience du pouvoir pour circonscrire ces réalités-là. Restent à mettre en place des mécanismes, des miroirs

qui permettent à la population de regarder. Ces miroirs devraient offrir un reflet plus riche que la banale réalité.

Y.G. — Des miroirs à distorsion, en somme?

M.L. — Distorsions, bien sûr, proposées en termes d'options possibles. Alors, apparaîtra un désir d'émancipation. Il

naît déjà au niveau des autorités municipales. Dans trente ans, au Canada, on parlera d'une confédération de sept ou huit villes-états.

B.L. — Ville-état et aménagement du territoire, est-ce qu'il ne s'agit pas d'une seule et même entité?

M.L. — Certes, l'urbanisation d'influence déborde considérablement l'urbanisation géographique. Par exemple, si on considère tous les phénomènes de la vie sociale et culturelle du Manitoba (1 million d'habitants), on s'aperçoit qu'ils convergent tous à Winnipeg (600.000 habitants). Cela recouvre la totalité des transactions immobilières, des décisions politiques et de presque toutes les activités culturelles. Il faut s'attendre prochainement à une lutte du pouvoir entre les autorités provinciales et municipales.

M.R. — C'est un danger technocratique que cette suprématie d'une ville sur tout un territoire. On en a une illustration avec Paris et le *désert* français.

B.L. — Revenons aux miroirs. Ils renvoient les images d'une ville et d'une société complètement compartimentées. Même éclairée, une conscience urbaine a du mal à tout relier ensemble.

M.L. — Il y a un cloisonnement, soit. Mais où classer une expérience comme le vidéographe? S'agit-il d'éducation, de loisir ou de travail? Ceux qui réalisent des projets Perspectives-Jeunesse ou Initiative Locale relèvent du même processus d'intégration globale.

M.B. — J'ajoute que la mise en relation de la technologie et de l'éducation permanente avec le contexte plus classique de la recherche multi disciplinaire pourrait nous conduire vers une culture nouvelle.

B.L. — Est-ce que ce n'est pas encore insuffisant?

M.R. — La technologie pour la ville fonctionne très mal. Elle fonctionne d'une manière anti-urbaine et non urbaine. Elle n'a pratiquement jamais été employée pour résoudre un problème d'une cité qui correspondît aux besoins des hommes de notre temps.

M.L. — Il y a une distinction fondamentale entre la limite de l'éducation et la limite de la technologie.

B.L. — Pas nécessairement, puisque cette éducation mène à une prise du pouvoir, c'est-à-dire au contrôle des hommes par des moyens techniques.

M.L. — L'éducation mène à beaucoup plus que cela: c'est l'acquisition de connaissances certes mais aussi le développement de capacités intellectuelles qui dépassent la technologie.

B.L. — Même dans l'école que nous connaissons . . .

M.R. — L'école que nous connaissons est une école figée. La ville que nous connaissons aussi. L'éducation permanente peut déboucher sur la révolution permanente et, en ce qui concerne la cité, sur la ville organique permanente.

M.L. — A propos de la technologie urbaine je prétends au contraire qu'elle fonctionne admirablement bien. Si on prend l'exemple de Montréal on a tout lieu d'être satisfait: Quand je prends le téléphone, j'obtiens mon correspondant sans difficultés; quand je rentre chez moi, je pousse un bouton et la lumière s'allume. Tout à l'heure je suis parti d'Ottawa en avion; il faut croire que tout s'est bien passé puisque je suis ici et que je vous parle. Une restriction: le prix trop élevé.

M.B. — J'avais pensé qu'en parlant de technologie urbaine, on faisait allusion à l'urbanisme lui-même, c'est-à-dire à la planification urbaine.

M.R. — C'est précisément cela qui ne fonctionne pas. Le reste doit être considéré comme équipement du territoire.

M.B. — En l'absence d'une planification globale, il faut se rendre compte que parler de la ville est une utopie, parce que la ville n'existe pas en soi. On retrouve la notion de la ville isolée que les utopistes ont essayé de concevoir.

Des architectes au service de tout le monde

B.L. — Nous parlons du phénomène urbain et, jusqu'à présent, il n'a presque pas été question de maisons, d'habitat, d'architectes, d'urbanistes . . .

A.P. — . . . Et même pas d'art!

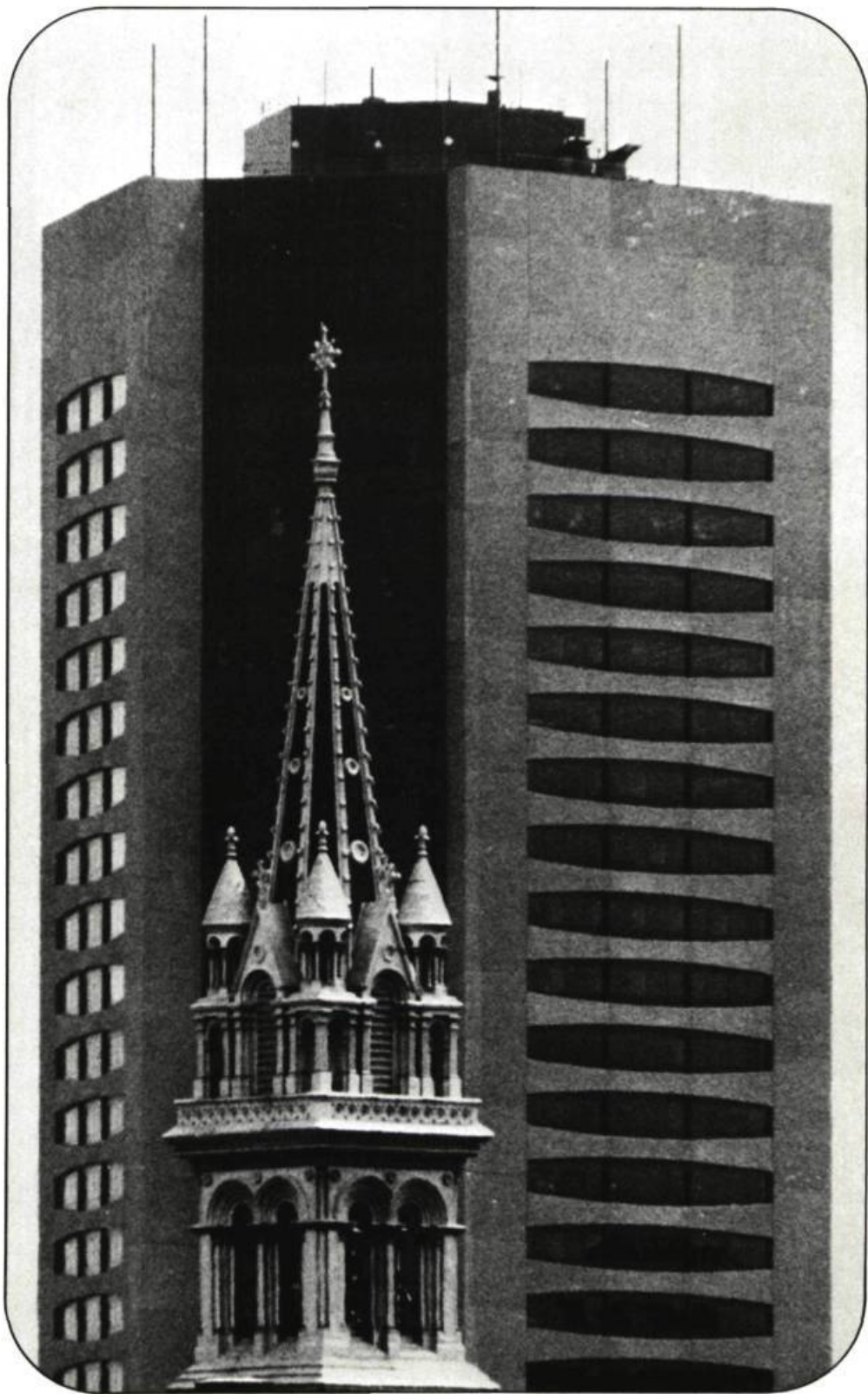
M.R. — Ces éléments étaient contenus dans ce que nous avons dit. Nous ne les avons pas nommés. C'est peut-être un bon signe . . .

A.P. — C'est peut-être que la ville doit être une oeuvre d'art.

M.R. — Oui, mais pas seulement.

B.L. — Quelle y serait la place de l'architecte?

M.R. — Mais, d'abord, qu'est-ce qu'un architecte? C'est généralement un maître d'oeuvre qui collabore avec un ingénieur. Ou avec un autre spécialiste — l'urbaniste — qui est souvent aussi un architecte. L'urbaniste se fait souvent une idée de la ville et une idée de l'habitat sans se préoccuper de savoir si ces images correspondent aux besoins des habitants. Il y a des exemples historiques comme celui de Le Corbusier avec Pessac. Le Corbusier,



6. (Phot. Group'Youpe)

1. Table ronde. De gauche à droite : Marcel BÉLANGER, Yves GAUCHER, Bernard LÉVY, Andrée PARADIS, Françoise RAGON, Michel RAGON et Michel LINCOURT.

2. Michel RAGON

3. Michel LINCOURT

4. Yves GAUCHER

5. Marcel BÉLANGER (Photos : François Dumouchel)



dans les années vingt, a construit dans un style qui était ultra-moderne pour l'époque une cité ouvrière près de Bordeaux, à Pessac, avec toit-terrasse, pilotis, fenêtres en longueur, etc. On y a logé les travailleurs et leurs familles. Tout dernièrement, lors d'une enquête, on s'est aperçu que ces maisons avaient maintenant des toits pointus qui abritent des greniers et que les pilotis ont servi à fermer des garages. Tout simplement, les gens ont reconstitué leur maison idéale. Il y a eu disparité entre l'esprit de Le Corbusier et les habitants. A qui donner raison?

M.B. — Est-ce qu'on a développé l'architecture de transition?

M.R. — Oui, non seulement pour les bureaux mais pour les constructions d'habitation.

M.L. — L'architecture flexible continue aussi une forme d'architecture de transition.

M.R. — Il s'agit d'une architecture où les cloisons sont mobiles, ce qui permet d'aménager l'espace à son gré. Si Pessac avait eu des possibilités d'extension, le résultat aurait été meilleur sur le plan esthétique.

B.L. — Est-ce que de telles conceptions limiteraient la mobilité des gens?

M.L. — Les déménagements sont très fréquents en Amérique du Nord. Cependant ils ne sont pas tous liés à une simple insatisfaction, mais plutôt à des modifications civiles de la famille: mariages, naissances, décès.

Y.G. — Il est plus facile de changer de maison que de la modifier. Pour le moment, tout au moins.

B.L. — Alors l'architecte n'a plus qu'un rôle de conseiller ou de critique. Puisque tout est préconçu, préfabriqué, il n'a plus qu'à sélectionner.

Y.G. — En réalité, l'architecte est la victime du bailleur de fonds. En ce moment, l'offre d'appartements d'une pièce ou d'une pièce et demie excède de 30 à 40 p. 100 la demande. En revanche, plus de 70 p. 100 des familles de Montréal auraient besoin de deux à trois pièces supplémentaires.



(Phot. Group 'Youpe)

Mais il est plus rentable de construire des petits appartements. C'est tout le divorce entre l'intérêt social et l'intérêt des promoteurs.

B.L. — Il y a donc lieu de remettre en question l'ordre social.

M.B. — Pour moi, c'est avant tout une question de principe de développement: ou bien le principe est économique et seulement économique ou bien il est économique et également écologique.

M.L. — L'État peut contrôler, s'il le désire, la spéculation foncière. Il suffirait qu'une volonté populaire l'y invite fortement. Cela entraînerait l'interdiction de construire des maisons unifamiliales à l'intérieur d'un certain périmètre. Avec pour résultat l'arrêt définitif de l'éparpillement urbain, la protection des espaces verts péri-urbains, le contrôle de la pollution dans le centre des villes... Il y aurait une foule d'autres conséquences.

B.L. — Je suis frappé par l'importance que vous accordez à l'État.

M.L. — Je dis simplement quels seraient les pouvoirs de l'État. Il y a d'autres moyens d'arriver à un contrôle sérieux: les projets expérimentaux, les sondages, l'analyse des besoins, etc.

B.L. — La gestion électronique?

M.L. — Non, pas du tout.

M.R. — Le grand danger serait de livrer la ville aux ordinateurs.

B.L. — La ville cybernétique — j'y reviens — n'offrirait-elle pas à chacun la liberté de modifier son espace urbain à sa guise?

M.R. — Ce serait beaucoup trop dangereux.

A.P. — La ville idéale serait plutôt une ville où l'homme n'aurait presque plus de besoins.

B.L. — C'est peut-être difficile.

Y.G. — Non, car on assiste de plus en plus à un freinage de la consommation. On préfère rénover les maisons plutôt que les abattre.

M.R. — C'est compréhensible: les gens savent ce qu'ils ont, ils ignorent ce qu'on leur proposera. En détruisant un quartier, même très insalubre, on détruit une ville organique qui existe et qu'on remplace par un système sans organicité.

M.B. — Nous vivons dans une société utopique. Si on examine les programmes d'aménagement, qu'ils soient urbains ou non, on s'aperçoit qu'ils découpent de petites îles à l'intérieur d'un territoire dont on ne développe que des éléments épars et qui serviront de modèles. C'est vraiment la démar-

che d'une pensée utopique et qui, depuis longtemps nous a annoncé ces sous-univers. Comment voulez-vous que les gens aient confiance?

A.P. — Est-ce que toutes nos réalisations nous conduisent inéluctablement vers de nouvelles utopies?

M.L. — Peut-être pas, si on admet que la ville est une zone de convergence où toute une série de systèmes qu'on pourrait comparer à des servo-mécanismes nous isolent, nous rassemblent, nous protègent, nous prolongent. A nous d'en augmenter le taux de rendement, à nous de les humaniser.

M.R. — Je crois que la superposition de tous les réseaux qui constituent la vie urbaine conditionnent la liberté du citoyen. Réseaux professionnels, réseaux des loisirs, réseaux familiaux: ils filent tous dans des directions différentes. C'est là une des différences fondamentales entre la ville et la paroisse. Dans la ville, on peut très bien ne pas avoir de rapport avec ses voisins mais de multiples relations avec des gens par le canal des réseaux.

La ville humaine

M.B. — Il me semble que nous sommes au coeur du problème: problèmes d'habitat, de culture et de territoire. On élude généralement ces vrais problèmes parce que l'on ignore où l'on va; il est certain qu'ils se posent en termes d'organisation territoriale. Nous sommes dans un monde où les individus participent de plusieurs espaces; nous existons à différentes échelles. Certains de ces rapports sont des rapports de rue ou de quartier, d'autres sont des rapports de ville, de province, de pays. On ne peut s'empêcher de constater que nous nous dirigeons vers un monde où les fonctions territoriales tendent à se polariser autour des besoins très spécifiques du milieu professionnel et que notre collègue D. Janelle appelle *l'ad-hocratie*. Nous allons vers une espèce de structure où ces rapports professionnels vont déterminer nos rapports préférés, nos rapports les plus importants avec d'autres êtres humains. On ne peut pas ne pas voir que c'est une impasse totale. Et, puisque nous discutons du problème de l'habitat et de la culture en termes de territoire, on ne peut pas éliminer la dimension d'une fréquentation continue d'un même nombre de personnes ou d'un même groupe humain si l'on veut parler d'humanisme ou d'humanité. La reconnaissance de l'autre ne peut se réaliser qu'à cette condition. Je ne

viens pas défendre l'idéal de la paroisse ou un cadre de vie fasciste où les gens seraient rangés. Je crois qu'il faudra trouver une formule qui favorisera au maximum l'interaction entre les individus. Mais il est important qu'une part de cette interaction s'effectue dans une certaine mesure et à une certaine échelle avec les mêmes individus.

M.L. — J'ai une autre définition de l'humanisme. J'estime qu'on aura atteint un humanisme contemporain quand on aura le pouvoir de ne plus utiliser notre pouvoir: s'abstenir de construire des immeubles de 30 étages et se limiter à 10, se passer d'auto-routes extraordinaires, se dispenser de mille folies technologiques, atteindre une certaine sobriété. Ainsi le tissu urbain sera *densifié* et *rentabilisé* d'un point de vue humain. On pourra se livrer alors à des tâches intellectuelles et à des tâches de création.

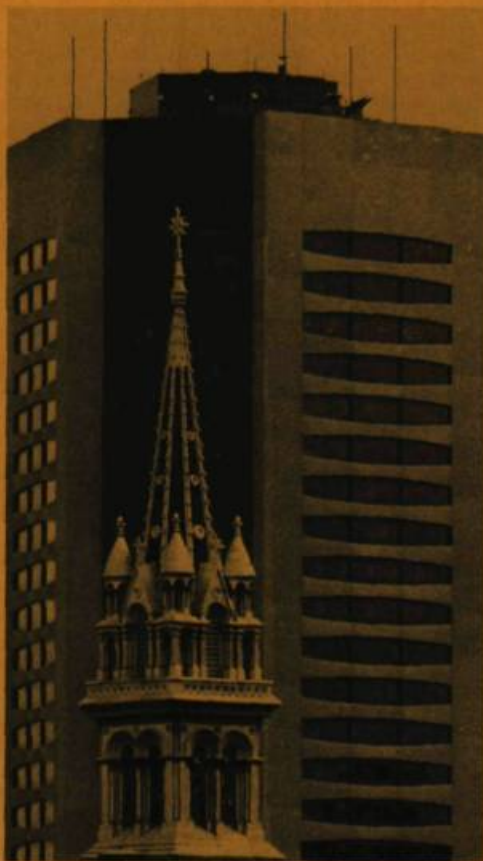
B.L. — Est-ce ainsi que vous entrevoiez la finalité urbaine?

M.L. — Je ne sais pas. Y a-t-il une distinction entre le but et la démarche? Dans ce cas, faire la ville devient la finalité de la ville. Ce n'est pas un ciel qu'il faut atteindre en passant par le purgatoire de la technologie actuelle. Discuter de la ville, c'est pour moi, d'une certaine manière, atteindre la finalité de la ville.

Y.G. — On parle rarement de l'individu. Pour moi, toute définition de la ville et toute finalité de la ville doivent considérer l'individu en tout premier lieu. La collectivité, c'est un ensemble d'individus. Cela, pour moi, est fondamental.

M.B. — Je crois qu'à propos de la finalité urbaine je me suis déjà expliqué. Je voudrais simplement souligner, en terminant, le danger qu'il y aurait à suivre des idéaux politiques qui nous amèneraient dans des chemins un peu rétrogrades, ceux de la bureaucratiation. L'État devient progressivement une espèce d'organe suprême qui devrait résoudre tous nos problèmes. Ce que je dénonce, c'est l'absence d'esprit critique devant la montée de ce phénomène.

M.R. — La ville est le lieu privilégié de la production et de la consommation. L'une de ses finalités serait d'aménager cette production-consommation pour l'homme, et non pour la ville-objet. Cette inversion des rôles créera peut-être une organicité urbaine nouvelle. Bien qu'on puisse difficilement la prévoir.



THE UTOPIAN CITY, THE HUMAN CITY

Around the *Vie des Arts* microphone there are four guests: Marcel Bélanger, professor in the Faculty of Geography of the University of Montreal, Michel Lincourt, advisor in the Ministry of State for Urban Affairs, Michel Ragon, French art critic and Yves Gaucher, a Quebec artist. Subject: the Utopian City. Moderators: Mrs. Andrée Paradis and Mr. Bernard Lévy.

By Utopia we do not understand the meaning which the 19th century gave to this term. No question here of building a city as Fourier, Saint Simon or Enfantin could have done.

To speak of an Utopian city is in itself a form of Utopia. The objective of such a debate is not to achieve any such city. To speak of it constitutes an Utopia since everything that we are going to say has little chance of being channeled officially, at least toward an existing power.

We consider as a working theory the fact that the city was originally conceived for man; well, it is no longer human. Under these conditions, an Utopian city is a human city. It is that city which is involved here.

M.L. — An optimistic remark to begin with. There are many examples of ideas which have developed beginning with simple conversations. So, why not dream . . .

M.R. — We must understand each other on the term Utopia. The Utopias of the 19th century were not Utopias, since they came about for better and for worse: most present cities come out of the same thought, they are a little less inhuman. That is all. Think of Cabot. Think of severely geometric cities, of their feeling of bookkeeping, of their tyrannical style of life. Think of the great conglomerations of mercantile and industrial civilization with their great spaces which serve no purpose. Is it the city or man which is inhuman?

Y.G. — Human, inhuman, that is what we should clarify. Utopian: what should one consider? Architecture? Planning?

B.L. — It is exactly during the course of this debate that it will be necessary to analyse these ideas. For the last few years urban awareness has been making itself felt: what do you think of it?

M.L. — We are witnessing a renewal of the power of public opinion in North America. It is enough to see the revival of the Democratic party in the United States; to take note of the stopping of the Spadina highway in Toronto, to appreciate the value of the awareness of the citizens. From now on, committees of residents have the right of veto on programs of area renovation. These same committees can even plan such programs and follow their fulfilment step by step.

M.B. — This awareness, which is going on right through city-planning, properly speaking, arises from the difficulties caused by regional planning. In Quebec we have lived through an era where the citizens believed in technocrats. The well-known defeat of their enterprises is at the origin of an awareness of the public which is perhaps not yet very clear, but is still real.

M.R. — It is a matter of an anti-nineteenth century attitude. The predominance of transport over habitat has become tyrannical in the 20th century. Cities are no longer cities but highways. There is no longer a question of urbanism under these conditions. Thus committees of residents constitute a capital phenomenon. The city should arise from decisions of its inhabitants. The idea is still new and I am not sure that it is popular yet.

Y.G. — I do not believe that one can speak about citizens' committees as true accomplishments. Speculators still succeed often in twisting the law. The few successes of groups of citizens are not very satisfying. Public protest is not a sufficient guarantee. Perhaps it is necessary to think in more radical terms.

M.L. — Can the population act otherwise than by protesting? It is not aware of realities other than those which it has in sight. To the question: "What do you want?" it answers in a negative way: "We don't want construction or highways . . ."

B.L. — Perhaps the population is not aware of its actual power, and, in consequence, does not express itself . . .

M.R. — The two phenomena are parallel. If the people were aware of their power, we cannot see very well what they could demand. On the other hand, we know very well what they do not wish to want.

M.B. — Worse. The public can want precisely what seems to be its good and which is its bad. That means that an entire population can live in the most complete Utopia and think, for instance, of rural life, of paradise, of a certain prehistoric age . . .

Toward The City State

B.L. — Urban awareness is not global but partial at the moment.

M.L. — Double awareness: awareness of the realities which one can build up and awareness of the power to limit these realities. It remains to put in place mechanisms, mirrors which allow the population to look. These mirrors ought to offer a richer reflection than dull reality.

Y.G. — Distorting mirrors, in fact?

M.L. — Distortions, certainly, offered in terms of possible options. Then, a desire for libera-

tion will appear. It is already beginning at the level of municipal authorities. In thirty years they will speak in Canada of a confederation of seven or eight city-states.

B.L. — City-state and planning of territory, is it not a matter of one and the same entity?

M.L. — Certainly, urbanisation of influence considerably goes beyond geographical urbanisation. For example, if we consider all the phenomena of social and cultural life in Manitoba (one million inhabitants), we perceive that they all converge at Winnipeg (600,000 inhabitants). That covers the whole of real estate transactions, political decisions, and almost all cultural activities. We must soon expect a struggle for power between provincial and municipal authorities.

M.R. — This supremacy of a city over a whole territory is a technocratic danger. We have an illustration of it in Paris and the French desert.

B.L. — Let us come back to the mirrors. They give back the images of a city and a society completely compartmented. Even enlightened urban awareness has trouble in tying everything together.

M.L. — There is a partition, certainly. But where do you classify an experiment like videograph? Is it a matter of education, of leisure, or of work? Those who produce the Opportunities for Youth or Local Initiatives projects belong to the same process of global integration.

M.B. — I add that the relating of technology and permanent education in the more classical context of multi-discipline research could lead us toward a new culture.

B.L. — Isn't this still not enough?

M.R. — Technology for the city works very badly. It functions in an anti-urban and non-urban manner. It has almost never been used to resolve a problem of a city which corresponds to the needs of present-day man.

M.L. — There is a fundamental distinction between the limit of education and the limit of technology.

B.L. — Not necessarily, since this education leads to a seizing of power, that is to say to the control of men by technical means.

M.L. — Education leads to much more than that: it is the acquiring of knowledge, certainly, but also the development of intellectual capacities which go beyond technology.

B.L. — Even in school as we know it . . .

M.R. — The school we know is a set school. So is the city we know. Permanent education can emerge into permanent revolution and, in what has to do with the city, on the permanent organic city.

M.L. — In the matter of urban technology I claim, on the contrary, that it is functioning admirably well. If we take the example of Montreal we have every right to be satisfied: when I use the telephone, I get my party without difficulty; when I go home, I push a button and the light goes on. A short time ago, I left Ottawa by plane; we must believe that all went well, since I am here speaking to you. One objection: too high a price.

M.B. — I had thought that when speaking of urban technology, we were alluding to urbanism itself, that is to say urban planning.

M.R. — That is precisely what is not working. The rest must be considered as equipment of the territory.

M.B. — In the absence of global planning, we must realize that to speak of the city is Utopian; because the city does not exist in itself. We are rediscovering the notion of the isolated city which the Utopians tried to conceive.

B.L. — We are speaking of the urban phenomenon and up to the present there has been almost no question of housing, habitat, architects, urban planners . . .

A.P. — . . . And not even of art!

M.R. — These elements were contained in what we said. We did not name them. Perhaps this is a good sign . . .

A.P. — Perhaps it is because the city should be a work of art.

M.R. — Yes, but not only that.

B.L. — What would be the place of the architect?

M.R. — But first what is an architect? It is generally a master of works who collaborates with an engineer. Or with another specialist — the urban planner — who is often also an architect. The city-planner often forms an idea of the city and an idea of the habitat without concerning himself with knowing if these images correspond with the needs of the inhabitants. There are historic examples like that of Le Corbusier with Pessac. In the twenties Le Corbusier built in a style which was ultra-modern for its time, a workers city near Bordeaux, at Pessac, with terrace-roofs, pilings, windows in the length, etc. Workers and their families were settled there. Only lately, at the time of an inquiring, it was observed that these houses now had pointed roofs which contained attics and that the pilings have been used to enclose garages. Very simply, the people reconstructed their ideal house. There was a disparity between the mind of Le Corbusier and that of the inhabitants. Who is right?

M.B. — Has the architecture of transition been developed?

M.R. — Yes, not only for offices but also for the building of homes.

M.L. — Flexible architecture also constitutes a form of architectural transition.

M.R. — It is a matter of an architecture where the divisions are mobile, which permits the arranging of the area at one's choice. If Pessac had possibilities of extension, the result would have been better on the aesthetic plan.

B.L. — Would such ideas limit the mobility of the people?

M.L. — People move very often in North America. However, these moves are not all linked to a simple dissatisfaction, but rather to civil changes in the family: marriages, births, deaths.

Y.G. — It is easier to change houses than to modify the one we occupy. At present, at least.

B.L. — Then the architect has only a rôle as advisor or as critic. Since everything is preconceived, prefabricated, he has no more to do than to make his selection.

Y.G. — Actually, the architect is the victim of the financier. At this moment, the supply of apartments of one or one and a half rooms exceeds the demand by 30 to 40 per cent. On the other hand, more than 70 per cent of the families in Montreal would need two to three extra rooms. There is the whole gap between the interest of society and that of the promoters.

B.L. — Therefore there is reason to question the social order.

M.B. — For me, it is first of all a matter of the principle of development: either the principle is economic and only economic or else it is economic and also ecological.

M.L. — The State can control land speculation if it wants to. It would be enough that

a people's will should strongly urge it to do so. That would involve the prohibition of building single family houses inside a certain perimeter. The result is the definite halting of urban spread, the protection of green spaces around urban areas, the control of pollution in the centre of the cities . . . There would be many other consequences.

B.L. — I am impressed by the importance you give to the State.

M.L. — I am simply saying what would be the powers of the State. There are other means of arriving at strong control: experimental projects, polling, analysis of needs, etc.

B.L. — Computer society?

M.L. — No, not at all.

M.R. — The great danger would be to hand over the city to the computers.

B.L. — Would not the cybernetic city — I am coming back to that — offer to each the freedom to modify his urban space as he wished?

M.R. — That would be much too dangerous.

A.P. — The ideal city would be rather a city where man would have hardly any needs.

B.L. — That is difficult, perhaps.

Y.G. — No, because we are witnessing more and more a curbing of consumption of goods. We prefer to renovate houses rather than to demolish them.

M.R. — That's understandable: people know what they have, they do not know what will be suggested to them. By destroying an area, even a very unhealthy one, we destroy an organic city which exists and which we replace by a system without organization.

M.B. — We are living in an Utopian society. If we examine planning programs, whether they be urban or not, we perceive that they carve out small islands at the interior of a territory of which they develop only scattered areas which will serve as models. This is truly the step of an Utopian thought, which for a long time has introduced these sub-universes to us. How can you expect people to have confidence?

A.P. — Do all our accomplishments lead us inevitably toward new Utopias?

M.L. — Perhaps not if we grant that the city is a zone of converging where a whole series of systems which can be compared to servo-mechanisms isolate us, gather us together, protect us, expand us. It is for us to increase the rate of profit, for us to humanize it.

M.R. — I believe that the superimposing of all the networks which make up urban life condition the liberty of the city dweller. Professional systems of leisure, family systems: they all go along in different directions. There is one of the fundamental differences between the city and the parish. In the city, one can very well have no connection with his neighbours but many relationships with people through the channel of the systems.

The Human City

M.B. — It seems to me that we are at the core of the problem: problems of habitat, culture and territory. We generally evade these real problems because we do not know where we are going: it is certain that they arise in terms of territorial organization. We are in a world where individuals share several areas; we exist at different levels. Certain of these relationships are those of the street or the district, others are relationships of the city, the province, the country. One cannot prevent oneself from realizing that we are heading toward a world where territorial

functions tend to polarize around the very specific needs of the professional milieu which our colleague, D. Janelle, calls "ad-hocratie". We are going toward a sort of structure where these professional relationships will determine our preferred relationships, our most important links with other human beings.

It is impossible not to see that this is a complete deadlock. And, since we are discussing the problem of habitat and culture in terms of territory, we cannot eliminate the dimension of a continued attendance of a same number of persons or of a same human group, if we wish to speak of humanism or of humanity. The recognition of the other can be accomplished only on that condition. I do not intend to defend the parochial ideal or an outline of fascist life where people would be regimented. I believe it will be necessary to find a formula which will favour interaction between individuals to the greatest extent. But it is important that a part of this interaction should come about in a certain degree, and at a certain level with the same individuals.

M.L. — I have another definition of humanism. I think we will have attained contemporary humanism when we have the power of no longer using our power: to abstain from erecting buildings of 30 stories and to limit ourselves to 10, to do without extra auto-routes, to dispense with a thousand technological follies, to reach a certain moderation. Thus the urban fabric will be densified and profitable from a human point of view. We will then be able to devote ourselves to intellectual tasks, to creative tasks.

B.L. — Is this how you foresee the urban finality?

M.L. — I don't know. Is there a distinction between the goal and the step toward it? In this case, creating the city becomes the finality of the city. It is not a heaven which must be reached by passing through the purgatory of present technology. To discuss the city is for me, in a certain way, to attain the finality of the city.

Y.G. — We rarely speak of the individual. For me, any definition of the city and any finality of the city must consider the individual in the very first place. The community is an aggregate of individuals. That, to me, is fundamental.

M.B. — I believe that I have already explained myself on the matter of urban finality. I would like simply to emphasize, in ending, the danger there would be in following political ideals which would lead us into ways which are a little backward, those of bureaucracy. The State is progressively becoming a kind of supreme organ which ought to solve all our problems. What I am against is the absence of critical attitude toward the increasing of this phenomenon.

M.R. — The city is the privileged place of production and consumption. One of its finalities would be to plan this production-consumption for man, and not for the city-object. This inversion of rôles will perhaps create a new urban system. Although we can foresee it with difficulty.

(Translation by Mildred Grand)